

Luttons massivement contre la casse de nos droits dans le privé comme le public !

Accélération de la casse du code du travail...

Le 20 septembre, le gouvernement veut achever la déconstruction du code du travail. Sous prétexte de le simplifier et de « libérer » le travail, les conséquences seront immédiates pour tous les salarié-es : fin des filets de sécurité pour nos emplois, généralisation des contrats précaires, de courte durée, mal rémunérés. Ce sera un

accroissement considérable du pouvoir des employeurs, de celles et ceux qui privilégient leur profit immédiat. Ils ne se priveront pas de jouer de toutes les mesures que leur offre le pouvoir au détriment de l'immense majorité des travailleuses et travailleurs.

Et les salarié-es du secteur public ne sont pas en reste !

Selon la même logique, les emplois et les droits des agent-es du secteur public ne seront pas plus épargnés : suppressions massives de postes, ré-installation de la journée de carence en 2018 (comme Sarkozy en 2011), le point d'indice à nouveau gelé (tant pis pour celles et

ceux qui avaient mis naïvement leurs espoirs dans le dispositif PPCR, « Parcours professionnels carrières et rémunérations »). Les services publics sont en mauvais état, ce sera pire !

Sous la prétention à la nouveauté de Macron, de vieilles recettes éculées...

De la nouveauté, de l'innovation dans tout ça ? Bien sûr que non : ces politiques sont dans la continuité de tout ce qui a été fait en France, en Europe et dans le monde, dans une pure logique libérale. Depuis les années 90, sous prétexte de « libération du travail » c'est l'accentuation de la précarité, la flexibilité des emplois, des horaires, des rémunérations pour toutes et tous ! La Grande Bretagne

avec plus de 4 millions de travailleur-euses pauvres est-elle vraiment un exemple à suivre ? Les objectifs politiques de Macron sont la continuité de ceux qui ont appauvri les travailleurs et les travailleuses, qui ont détruit les services publics et dégradé les conditions de travail de toutes et tous.

**Parce que nous n'avons pas d'autre alternative que la lutte !
mobilisation le 30 août à Jouy en Josas devant l'université d'été du Medef
et partout en grève massive le 12 septembre**

Pas de temps à perdre, à jouer les parodies de dialogue social, c'est maintenant, de façon absolument déterminée que nous devons agir.

Macron répond à bon nombre de demandes du Medef, prouvant s'il le fallait que ce n'est pas la société civile ou la population qui inspirent les politiques gouvernementales, mais bien les profits de la finance, des patrons et des grandes fortunes ! Alors **le 30 août**, nous serons devant le Medef.

Et dès la rentrée et le **12 septembre**, mobilisons-nous partout, en grève dans les lieux de travail et en manifestation dans la rue et travaillons à étendre et renforcer notre mouvement. Dans la rue, dans nos entreprises, dans nos services, la grève du 12 septembre doit être générale et réussie.

Nous ne voulons plus être gouverné-es par le Medef, la finance et ses représentants !

Pour une société plus juste, au service de la population et respectueuse de l'environnement, Solidaires continuera de porter l'ensemble de ses revendications :

- la réduction du temps de travail
- l'augmentation des salaires dans le privé et le public
- un renforcement des services publics
- la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale pourvoyeuse de moyens budgétaires

Vos droits, vos luttes, votre syndicat...

www.solidaires.org contact@solidaires.org,

144 boulevard de la Villette 75019 Paris, 01 58 39 30 20

le 11 juillet 2017

